

## ◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

# Projet de loi Blanquer : toujours plus autoritaire, toujours plus libéral

SUD éducation a été destinataire du projet de loi Blanquer sur l'école qui prétend "rétablir l'école de la confiance".

Pour SUD éducation, chacune des dispositions de cette loi s'inscrit dans la continuité de la politique à la fois libérale et réactionnaire de ce ministère.

Ainsi, rendre obligatoire la scolarité dès trois ans (alors que la scolarisation des enfants entre 3 et 6 ans est déjà supérieure à 97%) ne constitue pas qu'un affichage démagogique. Il s'agit aussi de faire un cadeau de plus au privé : l'État augmentera en conséquence sa subvention versée par les communes aux écoles maternelles privées.

Le Ministre poursuit dans son obsession de l'évaluation à tous crins : il instaure une nouvelle instance bureaucratique, supposée évaluer "en toute indépendance" l'organisation scolaire, mais qui est "placée auprès du Ministre de l'Éducation Nationale".

Les ESPEE sont réformées pour devenir des "Instituts Nationaux Supérieurs du Professorat", avec pour conséquence une reprise en main autoritaire par le Ministre de la formation des enseignant-e-s. Les directeurs et directrices des instituts de formation seront désormais plus désigné-e-s par leurs pairs, mais par le ministre lui-même.

Le ministre prépare le terrain à une attaque frontale contre les statuts des CPE : le projet prévoit que ce statut particulier puisse être modifié simplement après avoir consulté le Conseil Supérieur de la Fonction Publique.

Enfin, le gouvernement sera autorisé à légiférer par ordonnance sur l'organisation territoriale de l'Éducation nationale. L'objectif poursuivi par le ministre est la destruction du service public d'enseignement unifié sur tout le territoire, au profit d'une mise en adéquation de la formation avec les besoins exprimés par le patronat.

**SUD éducation dénonce ce projet de loi, qui oscille entre affichage facile, reprise en main autoritaire, et servilité à l'égard du patronat.**

**La fédération SUD éducation s'engagera pour une mobilisation des personnels contre ce projet de loi.**